VENDREDI 13 JUIN 1947 - HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 5 FRANCS N° 174

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60. C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

La grève spontanée des cheminots arrache une victoire partielle

SEULE LA GREVE GENERALE

pourra imposer un véritable minimum vital

GARANTI par L'ECHELLE MOBILE LE CONTROLE OUVRIER

EDITORIAL

LA SEULE VOIE

par A. DEMAZIÈRE

La bourgeoisie est inquiète. Les vagues de grèves se succèdent, menacent les privilèges et les profits de ces messieurs de la banque et des trusts, ébranle les bases économiques du régime capitaliste. Le journal « Le Monde » s'affole et constate que « l'armature économique du pays, déjà si faible, se disloque un peu plus chaque jour dans ces conflits épuisants ». Le Gouvernement, expression des intérêts de la classe dominante, manifeste une impuissance totale à nourrir, à vêtir, à loger les travailleurs de ce pays. Ainsi se trouve posé, aujourd'hui, au travers des revendications ouvrières même les plus minimes, le problème du régime. L'IMPUISSANCE DU GOUVERNEMENT ACTUEL, C'EST L'IMPUISSANCE DU RÉGIME CAPITALISTE, C'EST L'ILLUSTRATION REMARQUABLE D'UN SYSTÈME QUI N'A D'AUTRE BUT QUE DE SAUVER LE PROFIT, ET QUI TEND A PERPETUER LE CHAOS ACTUEL : UNE PRODUCTION ORIENTÉE VERS LES SECTEURS LES PLUS RENTABLES ET NON LES PLUS UTILES, VERS L'EXPORTATION DES DENRÉES DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ, VERS LA FABRICATION DES ENGINS DE GUERRE.

Depuis la Libération la bourgeoisie se sert des partis ouvriers au gouvernement pour faire passer SA politique, SES mesures réactionnaires, SES guerres coloniales, SON exploitation accrue de la sueur ouvrière. Le parti socialiste, le parti communiste français et les dirigeants de la C.G.T. se sont montrés des agents dociles. Aujourd'hui encore, le parti communiste français, en « tolérant » des grèves qu'il n'a pu éviter malgré tous ses efforts, ne vise qu'à faire pression sur les autres partis pour obtenir sa rentrée au gouvernement. S'agit-il pour lui d'attaquer un régime pourri, d'unifier les forces ouvrières pour le combat décisif que souhaitent de plus en plus clairement les travailleurs ? Pas du tout. « Il s'agit, comme a dit un porte-parole du P.C.F., de ramener la politique gouvernementale à gauche (!) en remettant les communistes au gouvernement ». Travailleurs, voici donc ce que l'on vous propose : poursuivre l'expérience des trois dernières années, au cours desquelles votre pouvoir d'achat n'a cessé de décroître, vos privations de grandir, au cours desquelles vous avez payé de votre travail les armes qui tuent vos frères coloniaux, au cours desquelles la réaction n'a cessé de se renforcer.

Peut-être comprenez-vous maintenant, vous cheminots, pourquoi la Fédération, alarmée, n'a pas lancé le mot d'ordre de grève générale; vous, gaziers et électriciens, pourquoi vos revendications ont été sabotées par vos dirigeants mêmes. Vous, fonctionnaires, pourquoi les grèves d' « avertissement » ne vous ont jusqu'ici averti que de l'aggravation de votre misère ; vous, métallos, pourquoi on vous épuise dans des grèves perlées sans issue après avoir insulté vos camarades de chez Renault.

Et vous comprenez aussi, chaque jour plus nombreux, que vos luttes actuelles ne doivent pas servir à cela, c'est-à-dire à perpétuer vos privations, à prolonger le chaos du régime, au bout duquel un « sauveur » quelconque, profitant de votre démoralisation et du désarroi des classes moyennes, ramènera le fascisme et l'asservissement total des masses laborieuses. Vos luttes ne doivent pas avorter après avoir si magnifiquement commencé. Vous ne devez pas laisser morceler vos efforts, vous laisser isoler les uns des autres, vous laisser battre en détail. La victoire, vous l'obtiendrez par votre union totale dans un combat d'ensemble contre vos exploiteurs et leurs laquais. Vous l'obtiendrez par la grève générale. Seule la grève générale vous permettra de conquérir la revalorisation de vos salaires, un minimum vital décent, du pain pour vous et vos gosses. Seule la grève générale vous permettra de conquérir les garanties du maintien de ces revendications, c'est-à-dire l'échelle mobile, le contrôle ouvrier sur les prix et la production, le contrôle populaire du ravitaillement. Par la grève générale, vous exigerez des dirigeants « ouvriers » qu'ils rompent avec la bourgeoisie et ses partis. VOUS IMPOSEREZ UN GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN DES REPRÉSENTANTS LES PLUS COMBATTIFS DE LA CLASSE OUVRIERE, APPUYE SUR LES TRAVAILLEURS EN LUTTE ET LEURS COMITES DE GREVE, QUI EXPROPRIERA LES BANQUES, LES TRUSTS ET LES GROS PROPRIETAIRES FONCIERS, ET REALISERA UN PLAN DE PRODUCTION ETABLI PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES.

Voilà le sens et la portée que vous devez donner à votre lutte présente. C'est la seule voie, celle de la victoire, par une lutte généralisée et implacable contre les responsables de votre misère, des guerres et de l'esclavage. C'est aussi la voie du renversement du capitalisme, C'EST LA VOIE DU SOCIALISME.

Corporation après corporation, l'agitation ouvrière et les mouvements de grève s'étendent. C'est qu'il ne s'agit plus de revendications particulières à telle ou telle corporation, mais du problème, commun à toute la classe ouvrière du pouvoir d'achat. La politique menée par tous les partis représentés à l'Assemblée ne permet pas aux travailleurs de vivre décemment. On les a endormis avec des discours et des promesses. Mais cela ne pouvait avoir qu'un temps ; aujourd'hui, les travailleurs ne veulent plus de discours, mais des actes.

Devant les revendications ouvrières, l'Assemblée se range toujours du côté de l'Etat-protecteur des patrons qui se dresse. M. Ramadier veut faire « son devoir ». Son devoir, pour M. Ramadier, c'est la continuation d'une politique qui fait payer tous les frais de la reconstruction à la classe ouvrière. Il faut briser la résistance de Ramadier et de son gouvernement, fidèles gérants des intérêts capitalistes.

Dire que le problème est un problème général commun à tous les travailleurs, dire que c'est la résistance gouvernementale qu'il faut briser devrait à coup sûr signifier que ce qui doit être à l'ordre du jour c'est l'organisation et le déclenchement de la *grève générale*. Toutes les corporations doivent partir ensemble à l'attaque.

Unifier les luttes

M. Ramadier cherche un chef d'orchestre. Mais il n'y a pas de chef d'orchestre, il n'y a pas de coordination des luttes. Dirigeants staliniens et réformistes de la C. G. T., fraternellement unis, font tous leurs efforts pour éviter le déclenchement des luttes, les limiter dans le temps, faire en sorte que les conflits éclatent les uns après les autres. *Il faut unifier les luttes ouvrières, malgré l'opposition de l'appareil syndical. Cela suppose la création d'organismes de lutte et la défense de mots d'ordre revendicatifs unifiant l'action ouvrière.*

Quelques ouvriers, s'ils sont décidés à la lutte, peuvent entraîner rapidement leurs camarades. Dans toutes les entreprises, les travailleurs les plus conscients doivent se réunir pour envisager les moyens pratiques d'action. Ils doivent former, comme le firent leurs camarades de chez Renault leurs comités de lutte. La liaison entre les éléments combatifs de toutes les usines est une nécessité. La formation du comité inter-usines de lutte dans la métallurgie parisienne est, dans cette voie, un sérieux pas en avant.

Les grèves déclenchées ne peuvent rester dans les mains de l'appareil syndical. Toute l'expérience prouve que celui-ci n'a d'autre souci que de torpiller les mouvements. La direction des luttes doit être l'expression de la volonté de la base. Elle doit être confiée à des comités de grève élus démocratiquement. La liaison doit être établie entre les différents comités de grève. Quand une usine a débrayé, le comité de grève doit prendre immédiatement contact avec les autres usines en y envoyant des délégations massives.

Unifier les mots d'ordre

Les grèves doivent être placées sur leur véritable terrain : la conquête et la défense du minimum vital. Il ne peut s'agir d'obtenir seulement de maigres résultats qui, ne correspondront pas, dans quelques semaines, à l'augmentation du coût de la vie (6 % pour le mois de mai).

Par la grève, les travailleurs obtiendront : 1° Les 10 francs sur le taux de base, acompte sur le minimum vital ; 2° Un véritable minimum fixé en rapport avec le coût de la vie.

Garantir nos conquêtes

Mais nos revendications obtenues par la lutte gréviste ne doivent pas être des conquêtes illusoires. Nous devons *les garantir* pour l'avenir : 1° Par l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire par l'adaptation automatique des salaires au coût de la vie ; 2° Par le contrôle ouvrier sur les prix et la production qui, par l'ouverture des livres de compte, l'abo-

(LIRE LA SUITE EN PAGE 2.)

JUIN 1936...

Les poings se dressent, les usines sont occupées, la bourgeoisie tremble... Mais Thorez dira : « Il faut savoir terminer une grève », mais Léon Blum fera la « pause » et sauvera le patronat.

Avec les cheminots en grève

Lundi après-midi, gare Montparnasse. Ce n'est plus la foule des premiers jours de l'arrêt des transports ferroviaires ; pourtant, une défilé continuel vient assaillir les cheminots du piquet de grève.

Ils sont là trois qui répondent sans se départir de leur calme aux nombreuses questions, ils guident les voyageurs soucieux de ne pas perdre l'argent de leur billet vers les guichets, où ils seront remboursés. « Vous n'avez aucune raison de vous affoler, me dit l'un d'eux, se méprenant, vos billets seront remboursables deux jours encore après le départ du premier train.

Il n'est pas facile de pénétrer sur les quais de la gare, le service d'ordre est vigilant, la consigne est formelle. Il faut le « Sésame » du comité de grève formé des responsables syndicaux. Impression singulière, ce silence des trains immobiles ; mais voici les employés qui se rassemblent, les roulants, les cadres, les sédentaires, tous sont présents. Il y a des femmes et des hommes, des jeunes et des vieux, qui entourent une tribune improvisée. Les micros, les haut-parleurs ne disent pas aujourd'hui le départ des trains : ils parlent de l'offensive des travailleurs pour leurs conditions d'existence.

La volonté de vaincre et la satisfaction de la lutte efficace se lisent sur les visages. Au fur et à mesure de l'exposé de l'orateur du syndicat, j'entends ces phrases parmi les travailleurs autour de moi : « Les saladis du gouvernement ! » « Bien sûr que nous irons jusqu'au bout ! » « Ramadier devra céder, car nous sommes la force ! »

A la gare de Vaugirard

La gare de Vaugirard est toute proche de Montparnasse, le piquet de grève est là plus important, c'est que le trafic bien que ralenti continue. Ainsi plusieurs centaines de wagons de ravitaillement sont déchargés chaque jour sur décision de la section syndicale. Ce n'est pas un des aspects les moins essentiels de la grève que celui-ci qui prouve combien les travailleurs sont prêts, sont aptes à organiser un contrôle réel du ravitaillement. Les cheminots avec qui je discute en sont conscients. « Mais vois-tu, me dit l'un d'eux, approuvé par ses camarades, nous devrions cesser totalement le trafic, n'est-ce pas le gouvernement qui est responsable de cette grève par sa politique de misère pour les travailleurs, pourquoi n'arrêterions-nous pas aussi le ravitaillement ? Pour ne pas attirer la colère de la population ? Mais contre qui irait-elle cette colère ? Le peuple est en majorité comme nous, il crève avec une paye plus qu'insuffisante. Le peuple, il sait où sont les responsables du désordre, de la misère : les patrons et le gouvernement ! » Et ses yeux deviennent durs, et son menton se crispe dans la haine du capitalisme oppresseur.

Au 56, avenue du Maine, siège du Syndicat cheminot Paris-Ouest-Rive Gauche, j'ai rencontré notre camarade Galetti, secrétaire adjoint.

En peu de mots, il m'explique comment a démarré la grève dans son secteur; le départ en fut donné par le dépôt de Montrouge, sous l'impulsion de la base. Galetti m'entraîne dehors; le syndicat a fait tirer, puis apposer des affiches qui montrent l'éloquence des chiffres.

Traitements de famine

J'apprends ainsi que les employés mariés de l'échelle 1 touchaient avant le 1er juillet 1946, 5.137 francs brut par mois, se décomposant comme suit:

Salaire brut : 3.027 fr.
Indemnité de résidence pour agent marié, 1.958 fr.
Douzième de la prime de fin d'année, 152 fr.

Les mêmes, après 24 ans de service, touchaient 5.642 fr. salaire brut, et après le 1er juillet 1946, 6.913 francs, qui deviennent, au bout de vingt-quatre ans de service, 7.657 francs brut.

Pour l'échelle 5 (expéditionnaire, commis de gare, chef manœuvre, ouvrier de 1re classe) avant le 1-7-46, 6.038 fr. brut, après le 1-7-46, 8.604 fr brut.

Avec 24 ans de service, avant le 1-7-46, 7.156 fr. brut. après le 1-7-46, 10.305 fr.

Et ce sont là les traitements pour Paris !

Quant aux gardes-barrière, leurs traitements varient entre 1.363 fr. et 3.243 fr.

A ces traitements calculés pour 48 heures par semaine, il convient d'enlever les impôts cédulaires et les assurance sociales.

(Je cite ici deux échelles, la plus basse et la plus élevée, parmi les cinq qui représentent les 80 % de l'effectif total des cheminots.)

Comme nous sommes loin des chiffres mis en avant par le gouvernement... à l'en croire, les cheminots seraient des capitalistes !

La démagogie ne prend plus

J'ai demandé aux cheminots présents qui avec moi lisent l'affiche, ce qu'ils pensent des dirigeants de la Fédération qui n'ont pas donné l'ordre de grève. « Ce n'est pas une direction responsable. » Tel est l'avis de la plupart, et même les militants communistes français encore confiants, sont très gênés pour expliquer l'attitude de leurs chefs. A peine l'opinion de ces grévistes venait-elle de s'exprimer que nous voyons s'avancer vers nous, furieux, un cheminot qui brandit un tract non signé qui porte en titre « Bulletin d'information syndicale » et qui soutient la position gouvernementale. C'est la position des Jouhauxistes, la tendance des Oradou et Clerc de la fédération, la tendance de « Force ouvrière » qui s'exprime dans cette feuille. Les cheminots ne cachent pas le mépris qu'ils ont pour cette démagogique position démasquée dans l'action.

Au Dépôt de Montrouge

J'ai quitté Montparnasse pour me rendre à Montrouge.

Le dépôt compte un effectif d'environ 700 agents. On y fait la mise en route des locomotives, qui sont au nombre de 150 tant électriques qu'à vapeur, ainsi que les réparations. La grève se fait sur le tas.

Le service d'ordre, très sévère, ne laisse entrer ou sortir que sur présentation de bon, signé du Comité de grève. Ce Comité de grève est formé des responsables syndicaux. La volonté et le dynamisme qui se dégagent ici sont vraiment extraordinaires. Tous ont vraiment conscience de leur responsabilité.

« Les tendances dans notre section existent et s'expriment, me dit le secrétaire syndical du dépôt, mais dans l'action s'est dégagée une unité étroite et sérieuse. »

Unité dans l'action, n'était-ce pas un slogan du Comité de grève des ouvriers de chez Renault ?

C'est une délégation du dépôt qui contrôle la mise en route des trains en service pour assurer le ravitaillement et cela marche; encore un enseignement profond de cette grève, la gestion ouvrière est possible, gestion contrôlée par la base, émanation des travailleurs. Au dépôt comme à Montparnasse a lieu chaque jour une assemblée générale informant les travailleurs de l'évolution de la situation.

La combattivité des cheminots est vraiment extraordinaire après vingt-sept ans de calme.

Avec notre camarade Le Gallic, membre de la C.E. du dépôt, qui comme Galetti fait partie de la tendance syndicale Front-Ouvrier, nous espérons que la voix des syndicalistes révolutionnaires et du P.C.I. sera assez forte pour être entendue des cheminots, afin que dans leur grève ils évitent les erreurs des ouvriers de chez Renault.

LANDAU.

NOURRIR LES TRAVAILLEURS

La grève des cheminots nous démontre aujourd'hui combien est énorme la part prélevée par les margoulins du marché noir sur le ravitaillement.

Depuis le premier jour de la grève, tous les trains de victuailles sont organisés, dirigés, contrôlés par les cheminots de la base, et jamais les arrivages de lait n'ont été aussi élevés. Aux Halles, les cours des légumes et des fruits ont baissé.

Voici une expérience entre mille autres : Deux trains de fruits à destination de l'Angleterre ont été arrêtés à Douai ; le comité de grève les a dirigés sur les centres de consommation de la région minière.

Ainsi l'expérience née de la grève nous montre le moyen de remédier aux problèmes du ravitaillement, de supprimer le marché noir, de diriger les denrées vitales non plus vers les approvisionneurs du marché noir et les hôtels de la Riviera, mais sur la table des travailleurs : le contrôle populaire du ravitaillement.

Ramadier fait exclure les Jeunesses socialistes

Mercredi 4 juin, le comité directeur du parti socialiste a décidé de dissoudre le bureau national des Jeunesse socialistes.

Les raisons du comité directeur

Il lui reproche officiellement :

1° *Des actes d'indiscipline (en réalité, il s'agit de la manifestation spontanée des jeunes socialistes de la Seine contre Ramadier au Mur des Fédérés);*

2° *De rapports établis avec les représentants du P.C.I. (il s'agit d'une entrevue de trois délégués du Bureau national avec Y. Craipeau, secrétaire du P.C.I., sur les modalités d'application du front unique; il paraît que cette entrevue n'avait pas eu l'assentiment du parti socialiste);*

3° *Des mots d'ordre contraires aux décisions du parti socialiste (il faut surtout entendre : contraires à la politique réactionnaire poursuivie par les ministres socialistes contre les décisions des congrès).*

Le Populaire n'ose pas avouer le point exact sur lequel s'est effectuée la rupture. Le parti empêchait le Bureau national d'informer les militants des jeunesses. Il lui avait ordonné notamment de cacher à la base une résolution adoptée par le Conseil national des J.S. — à la quasi unanimité pourtant, tant des jeunes que des représentants du parti. Tel est le sens de la « démocratie » S.F.I.O.

Les Jeunesses socialistes résistent à Ramadier-Mollet

Par la dissolution du Bureau national, les bonzes socialistes entendent remplacer la direction élue à une écrasante majorité au congrès de Montrouge des Jeunesses, par une « direction » désignée arbitrairement par le parti, contre la volonté de l'écrasante majorité des Jeunesses. Là encore on peut juger la « démocratie » S.F.I.O : là où la base élit des révolutionnaires les bonzes les remplacent arbitrairement par leurs domestiques.

Les bonzes réformistes comptaient sur des capitulations. Ils ont dû, semble-t-il, déchanter. Ils n'ont retrouvé avec eux que les deux réformistes élus à Montrouge, comme représentants de la minorité. Les autres membres du Bureau national ont tous refusé de jouer les domestiques du réformisme. Derrière leur secrétaire national, Marcel Rousseau, tous ont décidé, contre Ramadier et ses amis, de maintenir l'organisation des Jeunesses.

Aussi, les bonzes s'apprêtent-ils à les exclure tous :

Brassart, *responsable du Drapeau rouge ;* Carmona, *secrétaire administrative et trésorière ;* Dunoyer, *responsable à la propagande ;* Fuvel, *responsable ouvrier ;* Lavenu, *responsable paysan ;* Machu, *responsable aux loisirs ,* Masclin, *responsable à l'éducation ,* Parreau, *responsable des étudiants,* Rousseau, *secrétaire national,* et Sauterey, *secrétaire de l'Internationale des Jeunesses.*

Dès maintenant les J.S. contre-attaquent. Ils ont tenu une conférence de presse. Ils ont annoncé que « la Jeunesse Socialiste continue ». Ils ont pris position publiquement contre Ramadier et la politique contre-révolutionnaire que poursuit le P.S.

Les réformistes organisent la scission dans les J. S.

Les réformistes savent maintenant que leur décision contre le bureau national signifie l'exclusion de la grande majorité des Jeunesses. Ils organisent la scission du haut en bas. Ils déclarent que le Drapeau rouge *n'est plus l'organe des jeunesses du parti ». Et ils essayent de réaliser partout la scission dans les fédérations. Dans la Seine, où la minorité de droite (des réformistes aux piveristes) vient d'être écrasée par 119 mandats contre 26), ils soutiennent, contre la commission exécutive nommée par le congrès fédéral, un « comité d'initiative » scissioniste constitué par une fraction de cette minorité.*

Dans les groupes locaux, les réformistes du parti utilisent la violence contre les jeunes révolutionnaires, leur interdisant l'entrée de leurs locaux, comme dans le XIIe ou les frappant, comme dans le XVIIIe.

Dans les fédérations de province, ils essayent également partout de faire pression sur les jeunes pour provoquer la scission dans les Jeunesses. Néanmoins ils semblent rencontrer très peu d'écho. La grosse majorité des J.S. reste fidèle à son organisation révolutionnaire, à son congrès, à sa direction élue démocratiquement.

Bien entendu, les jeunes socialistes ne doivent pas se faire d'illusions sur les 990 dizaines de milliers de membres que compte officiellement leur mouvement, quelques milliers seulement sont de véritables militants. Mais ces milliers de jeunes révolutionnaires que le parti socialiste jette à la porte sans hésiter représentent un capital humain autrement précieux que les vieilles barbes radicalisantes. Le parti socialiste le sentira bientôt à ses dépens.

La « Gauche » avec Ramadier contre les Jeunesses

Il est significatif de voir comment a été votée la dissolution.

Ont voté la dissolution — aux ordres de Ramadier — non seulement les Daniel Mayer et autres Provost, mais aussi les soi-disant représentants de la « gauche » : Guy Mollet, *si mollet quand il s'agit de sanctionner des indisciplines des députés et des ministres;* Boutbien, *qui s'embrasse avec Moutet mais poignarde les jeunes révolutionnaires parce qu'ils sont contre la préparation militaire bourgeoise;* Lancelle, *le représentant de Marceau Pivert, révolutionnaire en parole qui conforme docilement son action aux injonctions de Ramadier ; tous ceux qui se font, dans les congrès, les champions de la phrase de gauche, mais qui, dans les actes, servent d'auxiliaires aux néos*

Seuls ont votée contre la dissolution : Dechézelles (*un des trois secrétaires du parti*), Suzanne Charpy *et* Rous. *L'expérience montrera s'ils sont vraiment décidés à mener la bataille contre Ramadier.*

LES SERVICES PUBLICS devront poursuivre et étendre leur grève

Les travailleurs des Services publics consultés par voie de referendum se sont prononcés à 80 % pour une grève de 24 heures destinée à appuyer un ensemble de revendications dont les plus importantes intéressent le reclassement et la revalorisation de la fonction publique ainsi que la constitution d'une caisse nationale de retraites.

Cette « démonstration », comme l'appellent maintenant les chefs fédéraux à la Bomal, est d'ores et déjà, par leurs soins, réduite au plus strict minimum : les transports métro-autobus ne feront qu'un court arrêt de travail, tous les services de sécurité fonctionneront ainsi que les services hospitaliers et de nombreux services communaux. L'Assistance publique ne participera pas au mouvement.

Bomal a actionné une soupape de sûreté destinée à canaliser le mécontentement grandissant des travailleurs des Services publics. Il faut savoir par exemple que le referendum ne portait que sur deux questions : pas de grève ou grève de 24 heures. La question essentielle était escamotée : grève sans limitation de durée jusqu'à satisfaction totale.

Les revendications mises en avant sont formulées en des termes vagues et généraux qui ne permettent pas aux syndiqués de comprendre clairement de quoi il est question. Le caractère timoré et étriqué du mouvement, la confusion des revendications avancées servent davantage à discréditer la lutte revendicative qu'à s'appuyer sur celle-ci pour faire aboutir les revendications en suscitant l'enthousiasme des travailleurs.

Le mot d'ordre essentiel du minimum vital a disparu. C'est pourtant lui qui permet d'établir une échelle de reclassement valable. La semaine de 45 heures, encore imposée à certaines catégories et payée sur la base de 40 heures, n'est pas dénoncée.

Vendredi, les travailleurs des Services publics et de santé décideront, dans leurs assemblées générales, de voter la poursuite de la grève jusqu'à totale satisfaction.

Ils protesteront contre les aumônes successives que leur jette négligemment le gouvernement sous la forme d'indemnité et exigeront un véritable minimum vital : 10.300 par mois, et garanti par l'échelle mobile des salaires.

Ils exigeront, en particulier chez les communaux, une première mesure de revalorisation des traitements, par l'application de la semaine de 40 heures et le paiement des heures supplémentaires à partir de la 41e.

Ils désigneront leurs comités de grève qui s'efforceront de réaliser l'unité dans le mouvement, de toutes les catégories de travailleurs de la fonction publique, et se mettront en contact avec les cheminots, les gaziers et électriciens, les instituteurs, etc... pour l'élargissement de la bataille qui fera reculer ce gouvernement d'affameurs.

R. AUBERT.

« Ce n'est pas le parti de M. Demazière... »

C'est une vieille, banale et peu ragoûtante histoire. Mais la lâcheté et l'hypocrisie des dirigeants staliniens viennent de la rendre presque humoristique.

L'hebdomadaire bordelais du P. C.F. « La Victoire » avait diffamé noter parti dans le style stalinien habituel : hitléro-trotskyste, etc... Nous le poursuivons, il est condamné. Il fait appel, le jugement vient d'être confirmé: 1.000 francs d'amende, 1 franc de dommages et intérêts, insertion du jugement dans cinq journaux au choix. La défense de ces messieurs de « La Victoire » en Cour d'appel mérite qu'on s'y arrête : « Ce n'est pas le parti de M. Demazière que nous avons voulu attaquer, mais un autre parti communiste internationaliste, celui dont parlent les « Cahiers du communisme » et qui a en effet été créé par la Gestapo ».

Il est difficile de cumuler à la fois plus de cynisme et de stupidité. Les astuces verbales des petits messieurs de « La Victoire » est une nouvelle insulte à nos victimes du nazisme, et leur « explication » une nouvelle preuve du mépris que le stalinisme professe vis-à-vis de la classe ouvrière. C'est bien « le parti de M. Demazière » — comme vous le dites — que vous attaquiez, messieurs, dans votre journal, et c'est bien ce même parti que Fajon diffamait dans son article ignoble des « Cahiers du communisme ».

Messieurs les insulteurs, vos acrobaties sordides ne servent qu'à mieux dévoiler vos petites saletés aux yeux de tous les travailleurs..

LE CHOIX NÉCESSAIRE

La presse réactionnaire se réjouit de l'exclusion des Jeunesses socialistes par le comité directeur du parti socialiste. Une décision importante qui traduit son état d'esprit à l'égard de Ramadier, écrit, par exemple, Gabriel Robinet dans le « Figaro ». Et il conclut : Elle montre que les principaux responsables du parti socialiste ont enfin compris que l'heure était passée de naviguer dans le sillage des communistes.

C'est assez montrer, en effet, le sens des mesures prises contre les J. S. Les prétextes de discipline ne sont qu'une feuille de vigne. Il s'agit de briser ceux qui, dans le parti socialiste, barrent la route à la politique réactionnaire, colonialiste, anti-ouvrière, des Ramadier, Moutet et Daniel Mayer. La lutte des classes qui fait rage aujourd'hui dans tout le pays passe dans les rangs du parti socialiste. D'un côté, ceux qui sont aux côtés des ouvriers en grève, comme les jeunes socialistes, qui ont bagarré en même temps que le P. C. I. aux côtés des ouvriers de chez Renault. De l'autre, ceux qui soutiennent le gouvernement contre les grévistes, qui défendent les réquisitions ou qui se taisent pudiquement.

D'un côté, ceux qui, comme les Jeunesses socialistes, luttent contre la guerre d'Indochine. De l'autre, ceux qui votent les crédits de guerre, comme Boutbien, capitulent devant Moutet.

Nous en avions prévenu les révolutionnaires qui restent au parti socialiste : cette lutte ne peut se terminer que par la rupture entre eux et les néos. Les néos ont pris l'initiative. Ils ont frappé la gauche la plus combative, celle des Jeunesses. Au lieu de les défendre, les révolutionnaires de la phrase ont fait chorus avec les amis de Ramadier. Pour un Boutbien, ça devient une profession. Mais l'attaque des ramadiéristes soulignera aux yeux des véritables révolutionnaires que la lutte est engagée sans merci, qu'il faut aujourd'hui choisir entre Ramadier et la classe ouvrière, que tout recul est une défaite.

Marceau Pivert déclarait dans une assemblée générale aux dirigeants des Jeunesses : « Vous vous retrouverez seuls. »

Exclus, les jeunes socialistes seront, en effet, privés de la présence, au sein de leur mouvement, des Ramadier et de leurs valets. Mais il leur restera une consolation. Ils seront du côté de la masse immense des grévistes, du côté des ménagères qui maudissent Ramadier-la-Famine, du côté des opprimés coloniaux. Nous sommes convaincus qu'ils resteront à leurs côtés, qu'ils chercheront à devenir leur avant-garde, qu'ils vérifieront dans la lutte la valeur révolutionnaire du programme et de l'expérience de la IVe Internationale.

Telle est la voie de l'unité révolutionnaire.

Y. CRAIPEAU.

Pointes Rouges

La revalorisation des salaires à la sauce des élus socialistes.

La municipalité socialiste de Rueil-Malmaison, pour sauvegarder l'équilibre de son budget, avait refusé l'ensemble des revendications de son personnel. Celui-ci n'entendait pas supporter les frais de construction d'un marché couvert — édification urgente pour le « bilan » des prochaines élections — menaça la municipalité de dénoncer cette attitude à la population.

Au cours de la grève, M. le maire menaça, à son tour, de publier les traitements du personnel, qui, selon lui avaient doublé.

Vérifications faites, certains traitements avaient bien doublé : celui du secrétaire général de la mairie (nommé au cours de l'année) et celui du secrétaire général adjoint, actuellement en retraite. Pour les autres traitements, on a dû simplement les oublier.

Ramadier-Daladier.

Il n'y a pas longtemps, Léon Blum assistait, par extraordinaire, à une réunion du comité directeur S. F. I. O.

Comme la discussion entre « la gauche » et les néos s'envenimait, le vieux bonze — dont la langue a de plus en plus tendance à fourcher, disent ses amis — intervint, dit-il d'une voix chevrotante, pour prendre la défense de son vieil ami Daladier. Stupeur, puis glaussement du comité directeur. Mais Léon Blum rectifia en souriant :

— Heu... Ramadier... Excusez-moi !

Ramadier-Daladier... hé ! hé ! pas la peine de s'excuser, Léon Blum ; il n'y a pas tellement de différence entre les deux hommes!

Les cassages de gueules... ne paient plus.

Dimanche dernier, sur le marché de la place des Fêtes, dans le XIXe, un camarade vendant la Vérité fut violemment pris à partie par une vingtaine de staliniens. Bousculé, ses journaux furent déchirés, malgré l'énergique protestation des vendeurs du Populaire, de ceux du Libertaire et de la Joule vite amassée.

Quelques instants plus tard, un vieux militant du P. C. F., écœuré de la scandaleuse provocation des membres de son propre parti, s'élève publiquement contre une telle attitude, indigne de militants ouvriers. En signe de protestation, il déchira sa carte d'adhérent, ajoutant qu'il était intolérable qu'un parti qui se réclame de la démocratie emploie des méthodes empruntées aux fascistes.

Les cheminots dispersent le Rassemblement.

Le brav' général a dû décommander un meeting du R. P. F. prévu pour le 8 juin, à Rambouillet. Voilà la bonne méthode.

Avec la grève des cheminots, la monture se dérobe sous les fesses historiques de notre Don Quichotte national. Sa grandeur en est toute décomposée ; en effet, voilà le grand Rassemblement éparpillé.

Qui ose dire encore : la grève, c'est l'arme des trusts !

Les invités dansent au verdict.

Des manifestations d'hostilité ont accueilli la condamnation à mort de Benoist-Méchin par la Haute Cour de justice.

Et la police n'a pas songé un instant à saisir tout ce gratin de la réaction qui proclamait sa fidélité aux méthodes totalitaires. Seuls trois manifestants furent arrêtés et encore sur l'insistance d'un juré.

Ces manifestants avaient encore reçu des cartes d'invitation pour l'audience. Nous, on aimerait bien savoir d'où elles viennent...

LES CHEMINOTS ouvrent la voie

Après les trente mille de chez Renault, ils sont aujourd'hui cinq cent mille qui font reprendre confiance dans leur force à tous les travailleurs du pays. Cinq cent mille qui luttent pour leurs conditions d'existence.

La classe ouvrière, dans son ensemble, est solidaire des cheminots, témoin les messages de syndicats des transports routiers ; témoin les luttes isolées qui se mènent en ce moment même dans toutes les corporations.

Trop longtemps, la classe ouvrière est restée passive ; aujourd'hui, quand, spontanément, elle impulse les luttes, les « dirigeants »... « ouvriers » se raccrochent, mettent en avant des revendications posées depuis des mois, dépassées, quand ils ne dévient pas celles nées dans l'action. Ces revendications aboutissent, en définitive, à officialiser une diminution du pouvoir d'achat que les « dirigeants » prônent ensuite comme une victoire. N'est-ce pas ce que nous voyons pour le Gaz-Electricité, n'est-ce pas ce que nous voyons pour les 10 francs des métallos, devenus, suivant les cas, de 2 à 5 francs de prime à la production, alors que, pour le mois de mai seulement, le coût de la vie a déjà augmenté de 6 % ?

A travers les grèves, et tout récemment celle de Renault, une leçon s'est imposée aux travailleurs : *seule l'action fait fléchir la bourgeoisie et ses valets du gouvernement.*

Pour que maintenant cette action soit décisive dans la conquête d'un mieux-être social :

— *Il faut des revendications claires, capables de regrouper tous les salariés de toutes les corporations, capables de fixer et garantir un minimum vital :*

— *Il faut aux travailleurs une direction de combat, de lutte de classes, et pour cela remplacer dans la C. G. T. les responsables failli et redonner à cet organisme son sens véritable.*

... Garantir nos conquêtes

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

lition du secret commercial, le contrôle des transactions, s'opposera à la hausse des prix.

Les initiatives locales prises par certaines sections syndicales de cheminots prouvent que la réalisation de ce mot d'ordre est actuellement possible.

La politique de collaboration de classes, de participation au gouvernement bourgeois, de replâtrage de l'appareil bourgeois a donné ses fruits : la misère pour les travailleurs. La classe ouvrière doit opposer une autre politique : celle du combat acharné contre la bourgeoisie et son régime. Aujourd'hui, cela signifie préparer, déclencher la grève générale :

Pour les 10 francs sur le salaire de base.

Pour le minimum vital.

Pour l'échelle mobile et le contrôle ouvrier.

M. MARIN.

Le Comité interusine de lutte de la métallurgie appelle à la grève générale

Des militants syndiqués révolutionnaires des usines Bernard, Krieg, Renault, Citroën, Chausson, Industrielle des Téléphones, Morane, Unic, Renondin, S.N.C.A.C. Issy et Boulogne, Caudron, Gnome et Rhône, Saurer, Facs se sont réunis pour examiner la situation. Après avoir constaté la carence volontaire de la Fédération des Métaux dans le combat revendicatif, ils ont édité un tract diffusé dans les principales usines métallurgiques. Ils constatent la situation faite à la classe ouvrière et réclament :

a) Les 10 francs sur le taux de base accepté sur le minimum vital fixé à 13.300 francs par mois sur la base des 40 heures ;

b) L'échelle mobile ;

c) Le contrôle ouvrier sur les prix et l'abolition du secret commercial.

Puis ils s'adressent à leurs camarades et leur disent :

Il faut préparer la grève générale

Travailleurs, les grèves qui se déclenchent démontrent que les ouvriers sont prêts à suivre ces mots d'ordre.

Quelques ouvriers, s'ils sont décidés à la lutte, entraîneront rapidement tout le monde. Dans toutes les usines, les ouvriers décidés doivent se rassembler pour envisager les moyens pratiques pour le débrayage. Tel atelier démarre le premier, élit démocratiquement son comité de grève. L'atelier en grève se porte sur un deuxième et l'entraîne dans la lutte. Les comités de grève d'atelier doivent se rassembler dans un comité de grève central d'usine. Quand l'usine a débrayé, prendre immédiatement contact avec les autres usines de la région, en envoyant des délégations massives.

Dans la grève, avec de l'audace, tout est possible

Les travailleurs en ont assez. Ils veulent combattre.

Ils cherchent une nouvelle direction qui les emmènera à la lutte pour la victoire de leurs revendications.

C'est pour construire cette nouvelle direction, c'est pour préparer la grève générale que des ouvriers de toutes tendances syndicales doivent se rassembler.

Syndiqués de la tendance Front ouvrier de la C.G.T., militants de la C. N. T., ouvriers inorganisés syndicalement,

Formez vos comités de lutte, prenez liaison entre vous, envoyez dès à présent des représentants au comité interusine de lutte.

Vive la grève générale !

LE COMITE INTERUSINE DE LUTTE.

Pour toutes communications, écrire à Daniel Renard, du Comité central de grève Renault, 27, rue Deparcieux, Paris-14e.

A l'Electricité et au Gaz de France

La collaboration de classe ne rapporte pas

Pour la deuxième fois, en quinze jours, les travailleurs de l'éclairage étaient à l'ordre du jour. Ici, comme dans les autres fédérations, c'est de la base qu'est parti le mouvement, et c'est pour conserver la direction des opérations que les bonzes staliniens de la Fédération prennent des attitudes énergiques. Mais les événements d'il y a quinze jours montrent bien que ces atitudes ne cachent aucune volonté de lutte efficace, bien au contraire.

La Fédération berne ses syndiqués

En effet, leur but était d'éviter d'être débordés par la base, comme dans la métallurgie et chez les cheminots. Ils montrèrent donc aux syndiqués le visage de la lutte, passant des consignes et mettant en place jusqu'à la dernière minute des comités de grève. Mais, d'autre part, les mesures prises ne pouvaient en rien inquiéter le gouvernement, car, d'une part, les usines devaient toujours être alimentées et, d'autre part, l'annonce de la grève six jours à l'avance permettait aux autorités de prendre toutes mesures efficaces (recrutement d'équipes de jaunes) pour la briser. Et le gouvernement se sentait tellement le plus fort qu'il n'hésita pas à user de la réquisition, alors qu'il n'a pas osé, depuis, s'en servir contre les cheminots. Et la Fédération s'empressa de céder devant la réquisition, sans même demander aux syndiqués un mouvement de protestation contre cette mesure. Ce qui prouve encore que la manœuvre des staliniens avait pour but d'empêcher la grève de l'éclairage, c'est que le contre-ordre a été diffusé en plein nuit, au moment où les syndiqués éparpillés ne pouvaient plus se consulter et se ressaisir.

De plus, le bureau de la Fédération, après avoir demandé 13 %, était prêt à accepter l'arbitrage bourgeois de Grunebaum-Balin, qui ne nous donne que 13,5 %.

La réplique ouvrière

Il espérait ainsi arrêter les revendications des syndicats de base qui, eux, un peu partout, réclamaient le reclassement immédiat (que l'on attend depuis un an).

Aujourd'hui, la bourgeoisie profite au maximum de la collaboration des grands partis ouvriers et dénonce ses accords successifs (accord Simon-Marcel Paul sur 15 %, puis arbitrage sur 13,5, nouvel accord).

Mais les travailleurs du gaz et de l'électricité ne l'avaient pas entendu de cette oreille et avaient obligé la Fédération à une attitude plus ferme (tout au moins en apparence), puisque les débrayages commencèrent mardi matin et que la Fédération ne prit position que mardi soir.

Nouvelle trahison

Alors la Fédération s'est empressée de traîner pour éviter la généralisation du mouvement. Et l'accord conclu est plus défavorable que tous ceux envisagés jusqu'ici.

Les travailleurs du Gaz et de l'Electricité de France ne peuvent être satisfaits de cet accord. Ils doivent commencer par reposer exactement ces revendications, telles qu'elles ont été formulées par certains syndicats de base, à savoir :

1° Reclassement immédiat avec effet rétroactif au 1er mai 1946 ;

2° Augmentation du salaire de base garantie par l'échelle mobile, en tenant compte de l'augmentation du coût de la vie depuis la parution du statut ;

3° Publication du budget de l'E.D.F. pour mettre en valeur la part prise par les salaires, d'une part, et par les dividendes versés aux actionnaires des anciennes sociétés, d'autre part.

C'est sur ces mots d'ordre qu'il faudra reprendre la lutte et généraliser la grève.

L'expérience doit enseigner la défiance vis-à-vis de la direction fédérale et de la minorité réformiste qui s'est prononcée contre la grève. Ceux qui eurent raison, ce sont les ouvriers les plus combatifs qui avaient déclenché les mouvements de grève. Ils doivent organiser solidement leur opposition syndicale révolutionnaire et préparer les nouvelles luttes pour la satisfaction intégrale des revendications que les syndiqués de base ont eux-mêmes mises en avant.

J.-P. OLI.

La stratégie de trahison

Comment les dirigeants socialistes, staliniens et cégétistes trahissent la classe ouvrière ? C'est ce que nous allons examiner à la lumière de la présente vague gréviste.

D'abord, la calomnie...

Tout d'abord, il faut noter deux périodes dans la position des grandes organisations ouvrières.

Au début de la grève Renault, les dirigeants staliniens du P. C. F. et de la C. G. T. s'opposent de toutes leurs forces au mouvement, le calomnient, le salissent. La grève s'étend contre leurs volonté. Les dirigeants staliniens sont débordés.

...Ensuite, le contrôle

C'est alors que s'opère le tournant stalinien. Pour ne pas voir la grève Renault s'étendre à la métallurgie parisienne et se transformer en grève générale, les dirigeants staliniens se déclarent en accord avec la grève. Ils acceptent le fait accompli pour mieux torpiller le mouvement d'ensemble. Ce sera leur tactique dans tous les conflits sociaux. Chez les boulangers, aux cheminots, pour les distributeurs d'essence, au départ ils essaient d'empêcher la grève, mais, pour ne pas voir le mouvement leur échapper, ils l'acceptent, pour le contrôler afin de l'isoler et de ne pas le voir se transformer en grève générale.

Puis l'offensive... en grève perlée

Quand les ouvriers veulent se mettre en grève, les responsables staliniens gauchissent leur discours. Ils sont pour la grève, pour tout, à condition que le mouvement ne se déclenche pas. Les dirigeants staliniens font miroiter aux yeux des ouvriers que bientôt le syndicat donnera l'ordre de grève générale. Les réunions succèdent aux réunions, mais jamais les dirigeants des Métaux ne donnent l'ordre de grève générale. Ils épurent le mouvement, ils émoussent la combativité ouvrière sans jamais s'y opposer ouvertement. Comment ? Par tous les moyens. Débrayage d'une heure et surtout la grève perlée. Cette forme de grève oppose catégorie contre catégorie, divise les salariés. Elle aboutit, aux Compteurs de Montrouge, à une bagarre, de même chez Citroen. Tous ces moyens sont mis en avant pour empêcher la généralisation des grèves.

...Enfin le morcellement des mouvements

De même, la tactique des vagues successives utilisée dans le passé par Jouhaux est employée pour les mêmes raisons. On laisse partir l'électricité, mais on attend pour les cheminots : on s'arrange pour faire rentrer les boulangers, mais on éloigne la date de la grève des services publics. Ainsi tout est mis en œuvre par les staliniens pour saboter la grève générale.

La tactique des dirigeants socialistes c'est le sabotage pur et simple de la grève. Ainsi Ouradou, secrétaire de la Fédération des cheminots, lance un tract en pleine grève pour soutenir le gouvernement contre les revendications. Les socialistes ont, pendant la période de calme, fait semblant de soutenir les grèves, pour surenchérir sur les staliniens. Mais, dès que le mouvement menaçait le patronat, ces « lieutenants ouvriers de la bourgeoisie », comme les appelait Lénine, volent au secours du profit patronal menacé. Ramadier, Mayer, Jouhaux, Ouradou reprennent leur véritable visage de jaunes.

Il faut chasser de leurs postes syndicaux les dirigeants traîtres. Il faut les remplacer par des ouvriers combatifs. Avant la grève, pour la préparer dans son déroulement sur la base de l'expérience de la lutte, cette tâche doit être mise au premier plan.

P. C.

Suresnes

A la radiotechnique

(D'un correspondant ouvrier

Voici l'histoire qui arrive aux ouvriers des Etablissements radiotechniques, à Suresnes. 1.200 femmes et quelques hommes sont réduits au chômage du fait de la grève de la cristallerie de Courbevoie. Aussi ces femmes désignèrent une délégation d'une centaine environ pour réclamer à M. Edmon, patron de la cristallerie de Courbevoie, leur salaire intégral du fait de son mauvais vouloir à régler le conflit ; en effet, ce sinistre personnage, prétextant que le conflit des gens du verre était un conflit national, il fallait attendre une commission paritaire, qui devait avoir lieu le 13, au lieu du 6, comme le demandèrent et l'obtinrent les ouvriers verriers. Mais le plus beau de l'histoire se passe au ministère du Travail, où la délégation se rendit.

Là, je fus le seul à être reçu par M. Bois, attaché au cabinet, qui m'apprit, en des termes très peu courtois, que le ministère du Travail n'avait pas été créé pour s'occuper des conflits ; qu'il fallait aller voir l'inspection du Travail. Après une petite engueulade avec un brigadier flic, à qui la pancarte des chômeurs déplaisait, en route pour la rue Mogador, où nous fûmes reçus par une masse de flics en civil et en uniforme, dont un nous accompagne jusqu'au bureau d'une demoiselle, de qui nous avons eu des informations sur le chômage ; et nous nous attendions à être reçus par M. Thierry. Le flic fut témoin de notre entretien, et il nous avoua plus tard avoir été prévenu d'avoir à parader les locaux de l'inspection du Travail, vue des chômeurs devant se rendre.

Je te raconte cette histoire bien banale et bien triste à la fois pour te faire voir comment des ouvriers réduits au chômage par la faute des patrons verriers sont reçus par les élus du parti dit ouvrier qu'est le parti socialiste français.

Reçois, etc.

KERSPERS, délégué du Bt H2 à la Radi technique.

LE COMITÉ DE GRÈVE INSTRUMENT DE LA VICTOIRE

La grève est un combat qui exige une direction. Cette direction, c'est le Comité de grève. Il doit être élu démocratiquement par tous les grévistes organisés syndicalement ou non. La grève doit entraîner tous les travailleurs, aussi l'organisation syndicale qui ne regroupe qu'une fraction des ouvriers ne peut pas être la direction de la grève. D'autant plus que, dans la majorité des cas, les commissions exécutives, entre les mains des staliniens, manœuvrent par tous les moyens pour s'opposer à la grève. Le Comité de grève doit donc rassembler les ouvriers les plus décidés et les plus combattifs.

QUELLES SONT LES TACHES DU COMITE DE GREVE ?

1. **Elu démocratiquement, il doit rendre compte démocratiquement de son mandat. Il doit organiser une assemblée générale des grévistes au moins une fois par jour, en principe le matin, où non seulement il donne des comptes rendus de délégation, mais où tous les problèmes d'organisation soulevés par la grève doivent être discutés.**

2. Dès l'instant où la grève est déclenchée, la seule autorité dans l'entreprise, c'est le Comité de grève. C'est lui qui commande à tous, y compris au patron. En conséquence, le Comité de grève doit organiser méticuleusement l'occupation de tous les locaux, y compris ceux de la direction. Le standard ne doit fonctionner que pour le service des grévistes. Il sera occupé. Personne, en dehors des grévistes, ne doit circuler dans les ateliers et bureaux en grève.

Le patron et la direction seront logés à la même enseigne. Ils ne pourront circuler dans l'usine que sur autorisation et accompagnés par le piquet.

3. **Le piquet de grève est l'instrument le plus important de la grève. Les plus combattifs d'entre les ouvriers formeront les piquets de grève, aussi nombreux que possible. Le responsable central fera partie du Comité de grève, des responsables de dizaines, de centaines seront élus. Les responsables à tous les échelons se réuniront en comité du piquet de grève, pour envisager tous les problèmes relatifs à la sécurité, ainsi que les différents roulements.**

4. Le ravitaillement des grévistes et du piquet devra être établi. La cantine fonctionnera normalement ainsi que les coopératives. Le responsable au ravitaillement fera partie du Comité de grève.

5. **D'autres responsables devront être désignés, qui s'appuieront sur des commissions. Responsable à la liaison qui recevra tous les moyens de transports et réquisitionnera les camions de l'entreprise. Responsable à l'information : journal mural et relations avec la presse. Trésorier du Comité de grève, etc.**

6. Dans l'élargissement de la grève, les différents comités de grève garderont étroitement la liaison entre eux. Un comité central de grève couronnera et dirigera la grève générale jusqu'à la victoire.

LAMBERT.

Les peuples coloniaux veulent être libres

«...Ce que le peuple algérien demande ?... c'est l'indépendance» dit le parti du peuple algérien

Nous publions ci-dessous les principaux extraits du mémoire adressé par le P. P. A. au Congrès interparlementaire du Caire :

Pendant que la minorité française, dans notre pays, use et abuse des privilèges et des libertés à peine limités que lui confèrent les lois républicaines, notre charte unique reste le code de l'indigénat, basé sur la négation des droits de l'homme et qui maintient la masse dans la crainte de ses injustes rigueurs et sous la menace perpétuelle des représailles collectives...

L'assistance sociale est inexistante en Algérie, hors des grandes villes à population en majorité française et des centres de colonisation exclusivement français. La mortalité infantile, parmi les musulmans, fait de terribles ravages que l'administration française ne cherche même pas à enrayer, prétextant des difficultés budgétaires qui ne surgissent pourtant jamais quand il s'agit d'œuvres onéreuses et inutiles, destinées seulement à satisfaire l'amour-propre et l'orgueil français. La célébration du centenaire de la conquête de l'Algérie, par exemple, coûta une fortune, pendant que l'on refusait un crédit bien plus modeste pour la construction d'hôpitaux pour les centres qui n'en avaient pas.

Dans son immense majorité, le peuple algérien, comme ceux de Tunisie, d'Indochine et de Madagascar, est fermement opposé à l'Union française. Mais on ne l'a jamais consulté là-dessus, sachant à l'avance que ses traditions, sa coutume, sa religion et sa culture ne pouvaient que l'empêcher d'y adhérer et que sa longue expérience de la politique de l'impérialisme français ne pouvait que l'incliner à s'en méfier.

CE QUE LE PEUPLE ALGERIEN DEMANDE, C'EST SON INDEPENDANCE...

La déclaration du P. P. A. est ferme sur le chapitre de l'indépendance. Toutes les tentatives des Amis du Manifeste de Ferat Abbas et du parti communiste algérien pour repiâtrer l'Union française n'y feront rien. Sa lutte contre les trusts coloniaux rejoint celle des cheminots et de tous les travailleurs français. Tous ensemble, ils exigeront le retrait des troupes impérialistes de l'Afrique du Nord.

L'Union française est un danger pour les peuples coloniaux déclare Mezerna au Vel d'Hiv

La place nous manque pour relater le meeting tenu, le 5 juin, par les députés d'outre-mer, pour protester contre la levée de l'immunité parlementaire des élus malgaches.

Disons seulement que cette réunion, placée sous le signe de l'Union française, ne pouvait être en aucune façon une manifestation anticolonialiste. De tous les députés qui s'exprimèrent, seul Mezerna, du parti du Peuple algérien, eut le courage de déclarer que l'Union française est un danger pour les peuples des colonies et de réclamer l'indépendance pour l'Algérie. A la suite des incidents créés par l'intervention du docile serviteur de l'administration Benhennouf, le président Senghor leva précipitamment la séance.

Il faut arracher Raseta et les députés malgaches à la prison

Les communistes internationalistes ont toujours dénoncé le caractère colonialiste de la Constitution votée par les partis socialiste et communiste et par le M. R. P. Cependant, elle est encore trop libérale, de l'avis de Ramadier et des députés réactionnaires, puisqu'ils ont éprouvé le besoin de la violer pour arrêter Raseta. Le docteur Raseta avait déjà été arrêté sous Pétain et interné, de janvier 1941 à janvier 1943, au camp de concentration de Moramanga, pour sa lutte anticolonialiste. Marchant sur les traces de Pétain, Ramadier le fait aujourd'hui enfermer à la Santé et se prépare à le livrer à la furie des colonialistes en l'envoyant à Madagascar. En attendant, Raseta a été « écarté » des détenus politiques. Par cette mesure, le gouvernement dévoile son intention de le juger comme un criminel de droit commun. L'ignominie d'un tel procédé n'avait appartenu jusqu'à ce jour qu'à Hitler.

M. Raseta, leader du Mouvement de Rénovation malgache

« Nous ne croyons plus à l'Union française », nous écrivent les Malgaches

Un correspondant de Tananarive nous écrit :

« Maintenant, on parle de nouvelles élections pour remplacer les députés et les conseillers de la République arrêtés. Mais tous les Malgaches sont d'accord pour faire la grève du vote. Nous n'élirons plus de députés, car nous n'en n'avons pas besoin si telle est l' « Union française »...

Et notre correspondant ajoute fort justement :

« Quant à l'Union française, les Malgaches n'y ont plus confiance et la plupart n'y croient plus : elle n'existe pas, n'a jamais existé et n'existera jamais. Car si on étudie au fond les faits qui se sont déroulés en Indochine et à Madagascar, on ne peut pas croire à cette Union française tant vantée, farcie de promesses démagogiques et qui n'est qu'une manœuvre forgée pour maintenir les peuples coloniaux sous le joug d'un esclavage plus dur et plus cruel que jamais. Ce qui se passe en Indochine et à Madagascar constitue une preuve flagrante des crimes des satrapes coloniaux, insatiables et mécontents de voir leurs esclaves s'émanciper. »

Ainsi, la voix des travailleurs coloniaux est unanime. Algériens, Marocains, Tunisiens, Malgaches et Vietnamiens veulent l'indépendance, et non l'Union française. Dans leur lutte, ils s'opposent au même gouvernement qui, ici, brise les grèves et bloque les salaires.

En se solidarisant avec leurs frères coloniaux, en exigeant dans les sections socialistes, communistes, et dans leurs syndicats, la libération immédiate des députés et de tous les détenus politiques malgaches, les travailleurs français œuvreront pour leur propre cause, pour leur pain et leurs salaires.

J.-R. CHAUVIN.

DU MONDE ENTIER

ESPAGNE

— L'anarchiste Amador Franco, les communistes Criado et Celada sont fusillés. Devant le poteau ils crient : « Camarades, vengez-nous. »

— Les prisonniers politiques de Alcala de Henares lancent l'appel suivant : « L'Espagne n'est plus qu'un ruisseau de sang. Une clameur unanime sort de ses frontières et se répand dans le monde. Elle réclame : Justice, justice, justice. »

GRÈCE

— Le saint synode de l'Eglise grecque condamne « la rébellion des partisans » et promet son « pardon » à ceux qui « se repentiront ».

— Huit Macédoniens exécutés à Salonique.

— Cinq paysans et une paysanne, accusés de recel de munitions, condamnés à mort par le tribunal militaire de Kilkis.

— 2.000 partisans prennent les villes de Florina (Macédoine) et de Kilkis (Péloponèse), s'emparant de l'aérodrome militaire et tuant neuf fascistes, dont le commandant.

HOLLANDE

— Grève de 6.000 ouvriers des chantiers navals à Rotterdam ; grève des boulangers à Amsterdam.

INDES

— L'octroi de l' « indépendance » aux Indes par l'impérialisme anglais commence à révéler sa véritable signification : diviser pour régner. Un à un les féodaux hindous proclamment l' « indépendance » de leurs petits Etats, comme les princes de Bhopal, de Travancore et de Hyderabab. De plus, la Constituante bourgeoise est divisée entre partisans d'une Inde brahmanique (Hindoustan) et partisans d'une Inde musulmane (Pakistan). Ces derniers voulant rester au sein de l'Empire britannique, obligeant les premiers à faire de même, les impérialistes anglais se félicitent ouvertement du « coup de maître » de lord Mountbatten. Seuls les ouvriers et paysans hindous, guidés par leur puissant parti trotskiste, peuvent donc lutter pour l'indépendance.

IRAN

— Achat de 32 millions de dollars de matériel militaire aux Etats-Unis.

ITALIE

— Pour le premier anniversaire de la République, des milliers de travailleurs manifestent à Rome contre le nouveau gouvernement clérical réactionnaire de « mister » Casperi et réclament de nouvelles élections.

— Premier congrès de la C.G.T. italienne.

— 10.000 anciens partisans, dirigés par un de leurs chefs, Enrico Casanna, reprennent le maquis près de Novare.

PALESTINE

— Bombes de l'Irgoun contre la gare d'Atlit et les pétroles de Jalama.

— Grève commune des postiers juifs et arabes de Tel-Aviv.

— Grève de solidarité de 5.000 ouvriers juifs et arabes de Haïffa pour protester contre le renvoi de 500 de leurs camarades.

TURQUIE

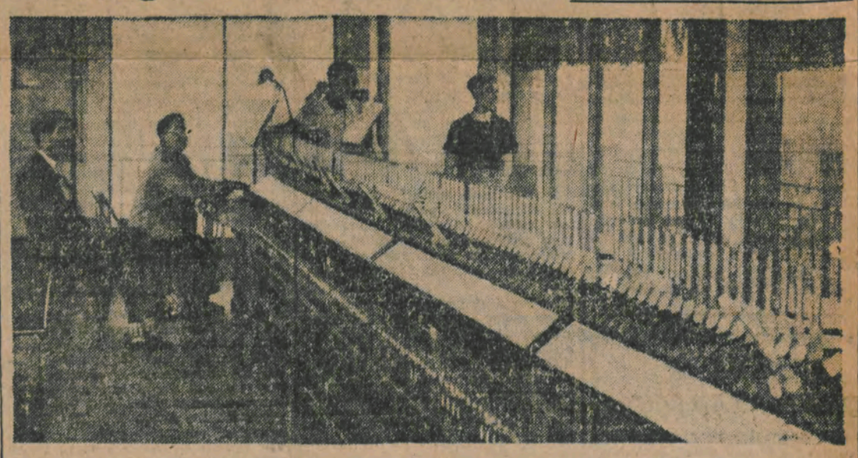
— Arrivée d'une mission militaire américaine à Kars, près de la frontière soviétique.

— L'aide financière de Truman servira à la construction d'une voie ferrée Turquie-Irak-Iran se terminant près de la frontière soviétique.

U.R.R.S.

— La peine de mort est abolie en U.R.S.S.... mais elle est introduite dans les zones soviétiques d'occupation. Les peines punissant le vol envers l'Etat et les propriétaires privés sont aggravées, les détournements devenant de plus en plus nombreux, notamment dans les kholkoses.

...JUIN 1947



Les cheminots bloquent la voie de la réaction. Ils débloqueront les salaires. Unis aux autres travailleurs, ils pourront balayer le gouvernement de vie chère.

LA VIE DU PARTI

Concours d'abonnement

Prends garde Rospars !

	Points
Rospars (Quimper)	237
Tomasi (Marseille)	231
Léostic (Brest)	156
Denise (Grenelle)	141
Leblanc (Toulouse)	132
Leran (Toulouse)	108
Reynold (Grenoble)	105
Raveton (Sainte-Feyre)...	90
Bourguilleau (Nantes) ..	90
Bartoli (Corse)	84
Landeau (Paris)	72
Calvès (Brest)	54
Laurent (JCI Bordeaux)..	54
Prat (Coueron)	45
Gouret (Lyon)	42
Thouret (Montauban)	42
Paget (Neuve-Maison) ..	42
Le Gouil (Brest)	39
Hervé (Montreuil)	39
Boby (JCI, Brest)	36
Rivière (Lyon)	36
Janine (Cellule I T)	30
Maurin (Paris)	30
Mercier (Boul.-Bill.)	30
Monnier (Bordeaux)	27
Bizier, Karlos, Peyrot	24

Nous avons en instance de nombreux abonnements. Nous attendons l'argent correspondant pour les faire figurer dans le concours et servir notre journal aux abonnés.

On nous écrit...

Ancien F.T.P. et ancien militant des Jeunesses communistes, que je quittais voici deux ans, et dégoûté de la trahison dont font preuve les dirigeants du P.C.F. envers la classe ouvrière, après avoir appris l'action menée par le P.C.I. et le journal La Vérité — auquel je suis abonné depuis six mois — en faveur du prolétariat, je viens, camarade, te demander tous les renseignements voulus pour mon adhésion au P.C.I., afin de pouvoir militer sous la direction de vrais chefs révolutionnaires dans la lutte de classe qui aboutira un jour à la révolution socialiste mondiale.

CHAGOT Louis,
à La Genette,
par Arfeuille-Châtain (Creuse).

Souscription permanente

Notre campagne pour le soutien de la « Vérité » a donné cette semaine d'excellents résultats. La région lyonnaise nous a envoyé à elle seule 9.000 francs. Si toutes les régions, si tous nos sympathisants réalisent l'effort que nous leur demandons, nos difficultés financières seront facilement résolues. Nous rappelons que, si chaque lecteur nous versait la somme de 30 francs par mois, nous pourrions paraître sur six pages grand format. Abonnez-vous, souscrivez et faites souscrire pour la « Vérité » ; vendez notre journal.

Van, 100 francs ; G. B., 100 ; Union des anciens combattants, Strasbourg, 300 ; Région lyonnaise, 9.000 Stephan, 50 ; Hic, 1.000 ; Cheray, 100 ; Bordes, 50 ; Ouvrad Denise, 50 ; Isambert, 100 ; Jusie, 50 ; Hillairet Paul, 100 ; Renzebaha Tahar, 407 ; 13e section S. F. I. O., 100 ; Darnis, 100 ; Guth, 30.

TOTAL : 11.637 francs.

Région parisienne

Assemblée générale de la Région Parisienne, le dimanche 22 juin 1947, de 9 à 19 h. sur l'U.R.S.S.

Le lieu de la réunion sera communiqué la semaine prochaine.

Tous les camarades du Parti et de la J.C.I. sont priés d'assister à cette assemblée.

Attention !

L'Ecole du militant organise un cycle accéléré du 16 juin au 15 juillet. Deux séances par semaine : lundi et jeudi, à 20 h. 30, Salle des Sociétés savantes.

Première séance : lundi 16 juin. Programme : Economie capitaliste ; Impérialisme, Etat ; Juin 1936 ; La Révolution russe et la révolution permanente ; U.R.S.S. ; Programme transitoire.

Toulouse

La région de Toulouse organise une réunion de sympathisants, le jeudi 19 juin 1947, au café Borios, 14, place du Capitole.

A GRENOBLE le stalinien Périnetti fait échouer le comité de vigilance

Le quotidien régional Le Dauphiné libéré vient de rendre publique l'échec du Comité de vigilance de l'Isère. Bien que le *Travailleur alpin* (stalinien) ait fait le silence sur cette affaire, la population laborieuse est donc informée.

Le rayon de l'Isère du P.C.I. (4e Inter.) attire l'attention des travailleurs sur la responsabilité que porte le P.C.F. La section grenobloise de la Ligue des droits de l'homme avait pris l'initiative de convoquer toutes les organisations démocratiques en vue de former le Comité de vigilance. Le 8 mai, le P.C.F., la C.G.T. et l'U.F.F. jetaient l'exclusive contre notre parti. Perinetti, secrétaire fédéral du P.C.F., préfère torpiller le Comité de vigilance que d'y voir représentés les ouvriers révolutionnaires.

Le 12 mai, Perinetti, sommé d'apporter les preuves de ses accusations contre le P.C.I. et contre notre camarade Lyon, secrétaire de sa section syndicale (plombiers-monteurs), répondait à Blet, de la Ligue des droits de l'homme, qu'il refusait de « S'ABAISSER A LES PROUVER ».

La Ligue des droits de l'homme se refusant à « exclure » sans preuves à l'appui un parti qui demande à entrer au Comité et « qu'un Comité de vigilance sans le P.C.F. et la C.G.T. serait réduit à l'impuissance » a dû renoncer à son initiative. La S.F.I.O., à son tour, estime dissous le Comité.

Perinetti est un calomniateur. Il ne peut apporter la moindre accusation fondée ni contre le P.C.I., ni contre le camarade Lyon. Il doit être confondu. Cette sorte de « chef ouvrier » doit être vomie par la classe ouvrière.

Travailleurs de l'Isère ! Militants de la classe ouvrière et spécialement du P.C.F. et de la C.G.T. ! Exigez des explications ! Constitution immédiate d'un Comité de vigilance contre toute tentative de pouvoir personnel ou totalitaire !

La grève perlée ne paie pas

Chez Chausson, une grève partielle a commencé il y a trois semaines pour les 10 francs, suivant le mot d'ordre de la Fédération des Métaux. Mais avec la grève des produits chimiques à Boulogne-Billancourt et Bagnolet, le patron, prétextant la manque d'oxygène, envoya 2.100 ouvriers à la pêche pendant douze jours.

A la reprise du travail, le mouvement de grève perlée continua. Le patron proposa une amélioration du sursalaire. Les dirigeants de la section syndicale acceptèrent cette proposition qui favorisait les gros salaires, alors que les 3/5 de l'usine étaient déjà contre ce mode de rémunération, particulièrement l'usine H.

A Meudon et à Asnières, les syndiqués ratifièrent l'accord, qui fut repoussé à Gennevilliers-Carrosserie et à l'usine H. Les chefs syndicaux manœuvrèrent à la carrosserie, un second vote eut lieu qui leur accorda gain de cause. L'usine H continua le mouvement et tenta de généraliser la grève qui, pour les ouvriers, signifiait une étape vers la grève générale. Ils échouèrent.

Chez Chausson, il est apparu une fois de plus que la grève perlée ne peut aboutir à une action énergique, qu'elle ne peut mobiliser efficacement l'ensemble de l'usine, que les manœuvres de division des jaunes y trouvent un terrain propice.

La grève générale, l'unité dans l'action, la liaison avec Renault et les produits chimiques étaient la meilleure forme de lutte, la seule qui aurait permis d'obtenir les 10 francs d'augmentation horaire sur le salaire de base. Il faut s'y préparer.

★

Chez Citroën, depuis huit jours, la direction syndicale fait faire la grève perlée aux ouvriers de cette usine. Aujourd'hui, elle a organisé une manifestation avec débrayage total de 15 à 16 heures. De quoi s'agit-il ? D'une part, ressaisir le contrôle du mouvement qui risque de leur échapper et, d'autre part, d'impressionner la direction. Résultat : la délégation se voit répondre non à toutes ses demandes. Seule, la grève générale et son extension à toute la métallurgie pourrait nous faire obtenir satisfaction.

(De correspondants ouvriers.)

L'abondance des matières nous oblige à renvoyer la suite de nos enquêtes sur le problème du logement et sur la Sécurité sociale.

Nous publierons, la semaine prochaine, une lettre adressée par le bureau politique de la J. C. I. au bureau national des Jeunesses socialistes.

Nouvelles lois anti-ouvrières aux États-Unis

Deux jours après l'approbation des lois antisyndicales (projet Martley) par la Chambre des Représentants, le Sénat américain a voté à son tour par 55 voix contre 17 le projet Taft. Comme plus des trois quarts des voix du Congrès ont sanctionné les lois anti-ouvrières, le veto présidentiel ne joue plus, et ces lois sont donc acquises. Elles font disparaître des libertés ouvrières arrachées au patronat par les premières luttes syndicales. Les patrons pourront désormais employer des ouvriers non syndiqués. Les grèves de solidarité et les conflits de juridiction syndicale (par exemple les grèves pour imposer une diminution des heures de travail ou une amélioration de la sécurité) deviennent « illégales ». Les conventions collectives s'étendant à une branche d'industries disparaissent. Les syndicats pourront être attaqués en dommages-intérêts par les patrons s'ils organisent des piquets de grève. On voit que le droit de grève lui-même est gravement atteint, et que le rêve de Ramadier et de tous les défenseurs de l'ordre bourgeois est réalisé par les capitalistes américains. Le projet de loi réglant le droit de grève dans les services publics que vient de déposer Claude Petit à la Chambre montre que la politique de Ramadier va de plus en plus dans la direction du R.P.F. qui veut passer aux travailleurs un carcan similaire à celui du capital américain.

Les grandes organisations syndicales américaines, A.F.L. et C.I.O., ont organisé des manifestations monstres pour protester contre la législation antiouvrière. Déjà de graves protestations ont éclaté dans le bassin houiller de Pennsylvanie.

Comment barrer le plan Truman

L'agitation est intense parmi les travailleurs américains. Cette offensive antiouvrière de Wall Street fait partie de l'offensive internationale de Truman. L'impérialisme yankee ne peut soutenir les fascistes grecs, les réactionnaires hongrois, Tchang Kaï Chek et la réaction mondiale en général sans museler la classe ouvrière en Amérique même. C'est pourquoi chaque victoire des travailleurs de France, de Grèce, d'Italie, de Hongrie contre leur bourgeoisie frappe les banquiers de Wall Street et aide les travailleurs américains. Les partis staliniens, au contraire, prétendent que pour combattre l'influence américaine il faut renforcer la « démocratie » bourgeoise ici-même, illusion criminelle. La politique du « produire d'abord » n'a pas empêché l'asservissement du capitalisme français à Wall Street. Et le prêt de 250 millions de dollars consenti par celui-ci ne visait qu'à renforcer le pouvoir de la bourgeoisie française contre les travailleurs français. Les mesures antiouvrières de Ramadier font pendant à celles de Truman. En ripostant à ces mesures, les travailleurs tant à ces mesures, les travailleurs français font aujourd'hui échec au plan Truman, au plan du capitalisme mondial.

R. VALENSI.

Le gérant : M. JUILLIA

SOCIETE NATIONALE DE PUBLICATIONS ET D'EDITIONS
IMPRIMERIE BEAUMUR
— 100, rue Réaumur —

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués